

opinions

Publiez vos contributions
sur le Cercle des Echos :
lesechos.fr/idees-debats/cercle

LE POINT
DE VUE

de Christian de Boissieu
et Jacques Marceau

Services financiers : protégeons nos actifs stratégiques

En stimulant l'innovation des services financiers et le développement de nouveaux usages, les fintechs auront de toute évidence largement contribué à l'accélération de la transformation numérique du secteur bancaire français, en particulier en l'amenant à se doter des technologies pour rester dans la course face à la concurrence des géants de l'Internet.

Selon la Banque de France, notre pays est ainsi devenu le n°1 de l'UE pour l'usage d'Internet pour les services bancaires avec près de 900 fintechs, qui, selon Business France, ont permis la création de près de 40.000 emplois. Un développement exemplaire à la faveur d'une politique audacieuse qui, loin de mettre en danger l'édifice financier européen comme certains le craignaient, a fait des fintechs françaises à la fois des partenaires stratégiques et un atout pour les banques traditionnelles en les encourageant à opérer leur transformation numérique et en leur offrant des solutions innovantes.

Cependant, un peu plus de cinq ans après le début de cet élan, plusieurs défis interpellent et mettent en question cette politique : la maturité d'un nombre croissant de fintechs, leur valorisation financière parfois totalement déconnectée de toute réalité, le profit que peut tirer la Big Tech d'un cadre réglementaire assoupli renforçant la menace qu'elles font peser sur la souveraineté européenne. D'ailleurs, on ne comprend pas très bien pourquoi les autorités financières ont autant de mal à appliquer le principe de base : « même

activité, même réglementation », garant d'une concurrence loyale entre les uns et les autres.

Alors que l'on aurait pu croire qu'elles se désengageaient du secteur des services financiers, la Big Tech (Gafam et BATX), revient aujourd'hui en force dans le domaine des paiements. Une offensive qu'elles ne sont pas seules à porter puisque les deux géants historiques américains, Visa et MasterCard, voient désormais leurs pouvoirs confortés par l'échec de l'European Payment Initiative (EPI), un réseau de paiements paneuropéen par cartes voulu par les banques et soutenu par les autorités monétaires européennes.

Les moyens de paiement dématérialisés font peser sur le commerce physique le risque d'un transfert de valeur vers la Big Tech.

A la fois source de précieuses données sur leurs utilisateurs et support privilégié de la relation client, les moyens de paiement dématérialisés font aujourd'hui peser sur le commerce physique le risque d'un transfert de valeur vers la Big Tech, à l'instar de ce qui s'est produit dans le domaine de l'e-commerce où une partie significative de la valeur des échanges se trouve captée par les grandes plateformes.

C'est bien pourquoi ces moyens de paiements sont désormais l'objet de toutes les attentions et au centre de toutes les batailles. En constante évolution, ils sont devenus un instrument de pression non seulement économique mais aussi politique, à la main de ceux qui les pilotent, qu'ils soient des Etats ou des entreprises privées.

Face aux multiples défis que nos banques européennes doivent affronter, comme ceux de la rentabilité ou de la conformité à de nouvelles obligations venues de l'UE dans un contexte économique aujourd'hui fortement dégradé, notre écosystème de fintechs est sans doute devenu l'un de leurs meilleurs atouts pour échapper à la tenaille sino-américaine.

Mais il peut également se révéler être une menace car nos fintechs, y compris nos licornes, restent des proies faciles pour des géants de la tech dont les moyens comme les ambitions semblent désormais illimités. Faut-il ici rappeler que nos pépites Qonto et Lydia comptent désormais le géant chinois Tencent parmi leurs actionnaires de référence ?

Protéger nos actifs stratégiques dans le secteur des services financiers et en particulier celui des paiements, n'est plus une option mais un impératif si l'on veut éviter la vassalisation de l'Europe par les grandes puissances technologiques.

Christian de Boissieu
et Jacques Marceau sont membres
de la Fondation Concorde.

LE POINT
DE VUE

de Jérôme Cohen

Défendre et réparer la nature, maintenant

En France, selon un rapport de 2018, la population des oiseaux des villes et des champs a décliné de 30 % en trente ans. En Europe, sur la même période, les populations d'insectes ont chuté de près de 80 %, selon une étude internationale publiée par la revue « PLOS One ». Enfin, à l'échelle du globe, l'indice planète vivante (IPV) révèle que 68 % des populations de vertébrés ont disparu en moins de cinquante ans.

Arrêtons-là les statistiques, les dégâts sont désormais bien connus. Le constat est expertisé, les voyants sont au rouge et attestent d'une sixième extinction des espèces, dépassant les précédentes par son rythme effréné. Les causes sont identifiées, du changement d'affectation des sols au dérèglement climatique, de la pollution à la surexploitation des milieux naturels. Elles pointent irrémédiablement du doigt l'homme et son modèle de développement.

Pourtant, le système résiste et se nourrit toujours des mêmes indicateurs productivistes et prédateurs, des mêmes modèles mortifères. Le cercle de l'inaction perdure, engendré par la frilosité des acteurs économiques, la crainte des décideurs politiques et l'attentisme, parfois, des consommateurs. Les freins au changement sont immenses, les avancées restreintes, alors que l'état d'urgence devrait nous éloigner des demi-mesures. Il s'agit

aujourd'hui d'agir vite et de façon beaucoup plus radicale, à tous les niveaux de la société, pour transformer cette spirale de l'inaction en vortex de la régénération. La survie de la biodiversité et accessoirement de l'espèce humaine en dépend.

Les entreprises doivent mieux comprendre leurs dépendances et leur impact sur le vivant et inventer un nouveau modèle régénératif.

Les entreprises, au cœur de la problématique, détiennent une grande partie des clés. Aucun résultat substantiel ne sera atteint sans un changement profond de leurs modèles d'affaires et de leur gouvernance. Elles doivent pour cela mieux comprendre leurs dépendances et leur impact sur le vivant et inventer un nouveau modèle régénératif, parfois synonyme de renoncements. Cette mutation sera d'autant plus facile à accepter que la destruction de la planète programme, à court ou moyen termes, leur propre disparition.

La tâche est d'ampleur, n'en doutons pas, mais n'est-il pas réjouissant pour les salariés et dirigeants de contribuer, au sein même de l'entreprise, à la protection et à la régénération du vivant ?

Pour volontaristes qu'elles soient, les entreprises n'y arriveront pas seules. Le rôle du politique est lui aussi primordial. Il doit construire le cadre, faire émerger les justes incitations et produire les nouvelles réglementations permettant au monde économique de se mettre en mouvement. Elles seront aussi aiguillonnées par des citoyens de plus en plus conscients dont les modes de vie n'auront de cesse d'évoluer.

Cette transformation passera par une reconnexion de chacune et chacun d'entre nous au vivant, dont le monde moderne nous a coupés. Notre sensibilité retrouvée au monde animal et végétal nous poussera à agir, dans notre sphère personnelle ou professionnelle. C'est en tout cas le message du dernier rapport de l'IPBES, qui nous conduit à reconsidérer les valeurs de la nature contre le profit à court terme.

Gardons espoir donc, car les écosystèmes marins ou terrestres ont la capacité de se régénérer. Gardons espoir aussi, car la nature est une cause sensible capable d'accélérer notre mobilisation. Si nous souhaitons que les générations futures connaissent le chant des mésanges, la beauté d'un ruisseau et toutes les émotions que génère la nature, c'est aujourd'hui qu'il faut agir, avec détermination et radicalité.

Jérôme Cohen est président
fondateur d'Engage.

Pour en finir avec l'éloge des régimes autoritaires

LA
CHRONIQUE
de Jacques Attali



Il était devenu de bon ton, depuis des années, dans les cercles d'influence des pays démocratiques, intellectuels comme patronaux, de louer les régimes autoritaires. Les premiers applaudissaient à la vision de long terme de leurs dirigeants ; les seconds vantaient leur efficacité économique et leur fiabilité commerciale.

Ainsi, aux deux extrêmes de l'échiquier politique des démocraties, on admirait, on enviait, on rêvait d'imiter les pratiques des pires dictatures. Beaucoup le font encore.

Le Parti communiste chinois, disent-ils, a effectué le plus extraordinaire rattrapage économique de l'histoire humaine, faisant du pays la plus importante usine du monde, produisant une partie importante des automobiles, des téléphones, dont l'Occident se nourrit. Ces admirateurs fermaient, ferment encore, les yeux sur les violations des droits de l'homme, l'exploitation des travailleurs, le pillage de la nature ; ils en sont même venus à s'émerveiller de la mainmise absolue de Xi Jinping sur le pays lors du dernier congrès du Parti communiste ; les mêmes admireraient, il y a peu encore, la façon dont les autorités chinoises avaient réussi à imposer l'ambition d'un « zéro Covid », sans voir que ce n'était que le résultat de l'échec total du parti dans la gestion de la pandémie, depuis le déni de réalité du début jusqu'à l'échec dans la production de vaccins chinois, en passant par le refus des vaccins occidentaux.

On admirait, et certains admirent encore, la capacité du président russe à gérer d'une main de fer un immense pays et à résister à l'influence américaine ; et la capacité des dirigeants iraniens à maintenir leur autonomie culturelle et politique, contre l'Occident tout entier. On a en été même à théoriser ce succès, et à inventer le concept d'« illibéralisme », pour décrire les régimes encore démocratiques qui s'essaient à imiter au mieux les modèles totalitaires : on admirait et beaucoup admirent encore, l'autonomie stratégique turque, le populisme hongrois, les rododromes italiennes et, dans un autre cadre, la fière allure initiale du Brexit.

Ces thuriféraires de l'ordre totalitaire, critiques de l'anarchie démocratique, ne voulaient pas, ne veulent pas voir l'évidence : aucune économie ne peut durablement se développer sans s'appuyer sur l'émulation et la concurrence, c'est-à-dire sans le marché, qui lui-même n'est pas durable sans la

protection des droits individuels, mettant fin à l'arbitraire et permettant à chacun de faire valoir quelques droits fondamentaux, en particulier la liberté de chercher, de créer, de penser, d'écrire, de parler, de décider et de posséder des biens en propre. Le marché a donc besoin de la démocratie ; la démocratie a besoin du marché.

S'ils n'acceptent pas d'évoluer vers la démocratie, les régimes autoritaires ne peuvent que canaliser les passions de leurs peuples vers autre chose que la réussite individuelle, c'est-à-dire vers un ennemi, de l'intérieur ou de l'extérieur. Autrement dit, un régime autoritaire ne pourra jamais s'appuyer durablement sur une économie florissante sans devenir une démocratie, comme le firent l'Espagne et le Chili, entre autres ; ou sans, à l'inverse, basculer dans une économie autoritaire, se préparant à la guerre.

S'ils n'acceptent pas d'évoluer vers la démocratie, ils ne peuvent que canaliser les passions vers autre chose que la réussite individuelle, c'est-à-dire vers un ennemi.

C'est ce à quoi on assiste aujourd'hui en Russie : une société incapable de garantir un Etat de droit protecteur des libertés individuelles ne pouvait que devenir une tyrannie agressive. C'est ce à quoi on assistera bientôt en Chine et en Iran, dont les régimes ne pourront survivre qu'en se durcissant de plus en plus, jusqu'à se lancer dans des conflits avec leurs voisins. Il faut se préparer à ce que les régimes de ces deux pays déclenchent des guerres pour survivre.

D'autres pays pourraient un jour en faire autant : la Turquie contre la Syrie ; la Corée du Nord contre le Japon. Et quelques autres.

Ce n'est pas en apaisant ces régimes qu'on évitera ces guerres, c'est en aidant les peuples à se débarrasser de leurs tyrans. La démocratie qui pourrait alors s'installer ne sera jamais parfaite. Au début, elle sera même très imparfaite, au point de pouvoir retomber entre les griffes d'un nouveau tyran, comme on l'a vu avec la Russie, après l'échec d'Eltsine. Cette démocratie aura en tout cas les mêmes mille défauts que les nôtres, des défauts perfectibles : des gouvernements fragiles et insensibles aux exigences du long terme ; des médias soucieux de l'audience jusqu'à donner le pire en spectacle ; et des inégalités monstrueuses.

Jacques Attali est écrivain et essayiste,
chroniqueur aux « Echos ».

